



Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 3 octobre 2023	WFP/EB.2/2023/7-A/4
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM <https://executiveboard.wfp.org/fr>.

Projet de Plan stratégique de pays – Ghana (2024-2028)

Durée	1 ^{er} janvier 2024-31 décembre 2028
Coût total pour le PAM	137 522 046 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Située sur le golfe de Guinée, la République du Ghana compte 30,8 millions d'habitants, dont 57 pour cent vivent en milieu urbain; malgré cela, ses indicateurs de développement humain¹ la placent loin derrière d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le Ghana a connu une croissance économique robuste entre 2017 et 2019, période au cours de laquelle son produit intérieur brut a progressé de 7 pour cent par an en moyenne. Toutefois, cette croissance a stagné sous l'effet de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et malgré un rebond qui l'a portée à 5,4 pour cent en 2021², elle a tout juste atteint 3,2 pour cent en 2022², alors que l'inflation bondissait à 54,1 pour cent, son plus haut niveau en deux décennies, et que l'inflation des produits alimentaires s'envolait pour sa part à 59,3 pour cent³. L'alourdissement de la dette et l'augmentation des coûts liés au service de celle-ci menacent gravement la stabilité budgétaire du Ghana. Tout cela a entraîné des réductions des dépenses sociales et un fléchissement de la

¹ E. Aryeetey et W. Baah-Boateng. 2016. *Understanding Ghana's growth success story and job creation challenges*.

² Banque mondiale. *Vision d'ensemble – Ghana*.

³ Services statistiques du Ghana. 2023. *Ghana, December 2022 Consumer Price Index and Inflation*.

Coordonnatrices responsables:

Mme M. Van der Velden
Directrice régionale par intérim
Afrique de l'Ouest
courriel: margot.vandervelden@wfp.org

Mme B. Clemens
Directrice de pays
courriel: barbara.clemens@wfp.org

croissance du secteur privé, pourtant essentielle pour que le pays parvienne à endiguer la pauvreté et à s'attaquer aux inégalités structurelles⁴.

Le programme de développement social et économique durable du Ghana est inscrit dans son plan de développement national pour 2018-2057 et son programme coordonné de politiques de développement économique et social (2017-2024)⁵. Des mesures sont prises pour actualiser un certain nombre d'initiatives de protection sociale prévues dans le programme coordonné, notamment le programme national d'assurance maladie, le programme d'alimentation scolaire du Ghana et le programme de lutte contre la pauvreté par la promotion des moyens d'existence. Parmi les autres initiatives ciblées figurent celles destinées à améliorer le cadre institutionnel pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, instaurer des systèmes de production alimentaire à dimension nutritionnelle et sensibiliser le public à l'importance d'une bonne nutrition. Ces initiatives sont mises en œuvre par la voie de plusieurs programmes phares, tels que Planter pour produire de la nourriture et des emplois, et Un district, une usine, tous deux conçus pour transformer les systèmes alimentaires du Ghana.

Dans le cadre du présent plan stratégique de pays, le PAM poursuivra sa transition d'un rôle d'exécutant direct à un rôle de catalyseur, œuvrant à l'appui des systèmes gouvernementaux à la faveur du renforcement des capacités, de l'assistance technique et du soutien à la cohérence des politiques. Le plan prévoit également d'anticiper et de prévenir toute aggravation des vulnérabilités en accentuant la résilience et la cohésion sociale. Dans le même temps, le PAM se tiendra prêt à intervenir si une crise survient.

Le PAM s'acquittera de sa mission au Ghana en réalisant les cinq effets directs du plan stratégique de pays ci-après:

- *Effet direct 1:* Les populations touchées par une crise au Ghana (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) sont en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels (alimentaires, nutritionnels et autres) avant, pendant et après une crise.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2028, l'alimentation des populations vulnérables sur le plan nutritionnel au Ghana, notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants, les personnes vivant avec un handicap et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, s'améliore.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2028, les systèmes alimentaires au Ghana, y compris les filières d'aliments nutritifs, sont inclusifs, permettent de disposer de moyens d'existence durables, répondent aux besoins essentiels de tous en nutriments, et sont plus résilients face aux chocs financiers, climatiques et géopolitiques qui se produisent à l'échelle locale ou mondiale, et aux perturbations qui secouent les filières.
- *Effet direct 4:* D'ici à 2028, le système de protection sociale du Ghana est propre à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes, revêt une dimension nutritionnelle, est réactif face aux chocs et est inclusif, et il vient en aide de manière plus efficiente et plus efficace aux bénéficiaires ciblés.
- *Effet direct 5:* Le Gouvernement et les autres acteurs s'acquittent de leur mission de manière efficiente grâce à des partenariats efficaces et à des services à la demande rationalisés.

⁴ Présidence de la République du Ghana. 2022. [Discours à la nation du Président de la République Nana Addo Dankwa Akufo-Addo sur l'économie.](#)

⁵ Gouvernement ghanéen. 2017. [The Coordinated Programme of Economic and Social Development Policies 2017-2024.](#)

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Ghana (2024-2028) (WFP/EB.2/2023/7-A/4), pour un coût total pour le PAM de 137 522 046 dollars É.-U.

En mode révision

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Le Ghana est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure situé dans le golfe de Guinée. Il compte 30,8 millions d'habitants, dont 50,7 pour cent de femmes et 49,3 pour cent d'hommes⁶. Depuis le rétablissement d'une démocratie multipartite en 1992, les élections et les passations de pouvoir s'y succèdent dans un climat pacifique. Toutefois, un certain nombre de préoccupations persistent sur le plan de la sécurité, notamment en lien avec les luttes de pouvoir afférentes aux chefferies dans le district de Bawku au nord-est du pays.
2. La région du nord du Ghana est à la traîne du reste du pays sur le plan socioéconomique. Des conflits éclatent fréquemment en raison du commerce illicite d'armes et de munitions, y compris au travers des frontières poreuses du pays⁷. Les violences au sud du Burkina Faso ont entraîné un afflux de réfugiés au nord du Ghana, ce qui pèse lourdement sur les maigres ressources économiques de cette région. Au 1^{er} mars 2023, 2 163 réfugiés étaient enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Conseil des réfugiés du Ghana. Au cas où ce dernier solliciterait une assistance supplémentaire, le PAM se tient prêt à porter secours aux réfugiés, en coordination avec le HCR.
3. Le Ghana a subi une forte pression macroéconomique pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), lorsque le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est passé de 6,5 pour cent en 2019 à 0,51 pour cent en 2020. Immédiatement après la pandémie, ce taux s'est rapidement relevé à 5,4 pour cent⁸, mais sous l'effet du conflit en Ukraine, elle s'est réduite à 3,2 pour cent en 2022¹⁰, alors que l'inflation générale bondissait à 54,1 pour cent, son plus haut niveau en deux décennies, et que l'inflation des produits alimentaires s'élevait pour sa part à 59,3 pour cent⁹. Le cedi ghanéen s'est déprécié, passant de 6 cedis pour 1 dollar des Etats-Unis en janvier 2022 à 14 cedis pour 1 dollar en décembre de la même année; pendant cette même période, les salaires n'ont quant à eux guère progressé.
4. L'alourdissement de la dette et l'augmentation des coûts du service de celle-ci menacent gravement la stabilité budgétaire du Ghana, car elles ont entraîné des réductions des dépenses publiques et entravé la croissance du secteur privé, or ces deux secteurs seront primordiaux pour que le pays parvienne à endiguer la pauvreté et à s'attaquer aux inégalités structurelles. En 2021, le ratio de l'endettement rapporté au PIB s'élevait à 80,1 pour cent¹⁰. Le Gouvernement s'est fixé comme objectif ambitieux de réduire ce ratio à 55 pour cent d'ici à 2028, les coûts du service de la dette devant représenter au maximum 18 pour cent des recettes annuelles¹¹. Il est peu vraisemblable que cette ambition se concrétise et le Ghana a récemment tenu avec le Fonds monétaire international des négociations sur la meilleure façon de gérer sa dette.

⁶ Gouvernement ghanéen, Ministère de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, et Services statistiques du Ghana. 2021. *Ghana 2021 Population and Housing Census – Volume 1, Preliminary Report*.

⁷ Organismes des Nations Unies au Ghana. 2022. *Common Country Analysis for the Republic of Ghana*. (document non publié).

⁸ Banque mondiale. 2021. *Ghana: PIB par habitant (2021)*.

⁹ Services statistiques du Ghana. 2023. *Ghana December 2022 Consumer Price Index, and Inflation*.

¹⁰ Ghana News Agency. 2022. *Ghana will reduce public debt to 55 per cent – President Akufo Addo*.

¹¹ Présidence de la République du Ghana. 2022. *Discours à la nation du Président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo sur l'économie*.

5. Les ménages ruraux vivent pour la plupart dans une grande pauvreté, celle-ci étant multidimensionnelle pour plus de la moitié d'entre eux qui sont travailleurs indépendants dans le secteur agricole¹². Le Ghana reprend de la vigueur sur le plan économique, mais les régions du nord demeurent les plus pauvres, marquées par une croissance économique ralentie et un développement restreint, et secouées par des conflits ainsi que par des chocs liés au climat¹³. À ces difficultés viennent s'ajouter un profond manque de ressources et un accès limité aux services sociaux¹⁴.
6. Les zones rurales, urbaines et côtières du Ghana se heurtent à divers problèmes environnementaux. Les coûts associés à la dégradation de l'environnement sont élevés; en 2017, ils ont été estimés à 6,3 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 10,7 pour cent du PIB. Parmi les causes de ces dégâts figurent la pollution de l'air et de l'eau, la dégradation des terres agricoles, la déforestation, l'exploitation minière illégale, la surpêche, l'érosion du littoral, les inondations et la mauvaise gestion des déchets solides¹⁵.
7. Le Ghana se classait au 130^e rang sur 191 en 2021 selon l'indice d'inégalité de genre, qui comprend des indicateurs relatifs à la santé et à l'autonomisation sociale, politique et économique¹⁶. D'après le dernier recensement en date, la proportion de jeunes (entre 15 et 35 ans) dans la population a augmenté, passant de 34,6 pour cent en 2000 à 38,2 pour cent en 2022. Chez les jeunes, le taux de chômage est démesurément élevé (19,7 pour cent)¹⁷ par rapport à celui enregistré pour d'autres groupes d'âge, et la proportion d'emplois précaires et de sous-emploi est forte, un grand nombre d'entre eux exerçant un emploi de qualité médiocre. Les normes sociales et sexistes continuent d'entraver l'accès des femmes aux services sociaux de base et menacent leur autonomie en matière de prise de décisions en les empêchant d'accéder aux actifs financiers et productifs. En moyenne, les femmes et les filles consacrent 14,4 pour cent de leur temps à des travaux domestiques non rémunérés, contre 3,5 pour cent pour leurs homologues masculins¹⁸.
8. Les femmes constituent une proportion importante de la main-d'œuvre agricole (34,4 pour cent). Malgré cela, d'après les conclusions de l'analyse des filières qu'a réalisée le PAM en 2022, elles n'ont qu'un accès limité aux terres arables et assument la charge des travaux domestiques non rémunérés; il en résulte des retards dans les cultures et les récoltes ce qui contribue à faire diminuer la productivité des femmes et à augmenter les pertes après récolte.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

9. D'après le rapport d'examen national volontaire du Ghana établi en 2022, les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ont été inégaux. Plus précisément:
 - Le Ghana est en voie de réaliser deux ODD d'ici à l'échéance de 2030: l'ODD 12 (Consommation et production responsables) et l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

¹² Services statistiques du Ghana. 2022. *Ghana Annual Household Income and Expenditure Survey. Highlights: 2020 First and Second Quarters – Report on Food Insecurity, Multidimensional Poverty and Labour Statistics*.

¹³ Groupe de la Banque mondiale. 2021. *Climate country risk profile: Ghana*.

¹⁴ Index Mundi. *Ghana Demographics Profile*.

¹⁵ Groupe de la Banque mondiale. 2021. *Climate risk country profile: Ghana*.

¹⁶ Programme des Nations Unies pour le développement. 2022. *Rapport sur le développement humain 2021/22. Temps incertains, vies bouleversées: façonner notre avenir dans un monde en mutation*.

¹⁷ Commission nationale de la planification du développement. 2022. *Ghana 2022 Voluntary National Review*.

¹⁸ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. *Ghana country page*.

- Le Ghana a accompli des progrès modérés vis-à-vis de sept autres ODD: l'ODD 1 (Élimination de la pauvreté), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et l'ODD 10 (inégalités réduites).
- Le Ghana se heurte à d'importantes difficultés pour ce qui est de réaliser six ODD: l'ODD 2 (Élimination de la faim), l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), l'ODD 11 (Villes et communautés durables), l'ODD 14 (Vie aquatique), l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) et l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).
- S'agissant de l'ODD 15 (Vie terrestre), le Ghana a enregistré un recul et il est peu probable que cet objectif soit atteint d'ici à 2030.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

10. *Accès à l'alimentation.* Le panier de dépenses minimum et les analyses consacrées aux moyens de combler le déficit en nutriments menées en collaboration avec le Gouvernement ghanéen ont montré que 55 pour cent de la population ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base, et qu'au moins 44 pour cent des ménages n'ont pas les moyens de se procurer les aliments nutritifs les plus abordables qui soient. La croissance de 7 pour cent du secteur agricole a été soutenue par l'augmentation de la production des principales denrées de base ainsi que des investissements consacrés à l'aquaculture. Néanmoins, malgré l'augmentation de la production, la hausse des taux d'inflation a entamé le pouvoir d'achat de la population ghanéenne et entravé son accès à la nourriture.
11. Au titre du programme national d'alimentation scolaire, environ 3,8 millions d'écoliers du primaire devraient recevoir un repas nutritif par jour. Toutefois, le montant alloué au titre du programme (1,20 cedi par enfant et par jour) n'est pas suffisant pour couvrir 30 pour cent de l'apport calorique quotidien, conformément aux recommandations. Les difficultés liées au manque de financement ont été confirmées par les résultats de l'analyse visant à combler le déficit en nutriments, qui a permis de définir des valeurs de transfert et des options d'enrichissement réalistes pour la fourniture au quotidien de repas suffisamment nutritifs. De plus, aux problèmes associés au programme s'est ajouté le retard pris s'agissant de mettre à disposition des ressources financières et de procéder à l'authentification nécessaire au remboursement des fournisseurs de repas. En conséquence, la qualité nutritionnelle des repas scolaires et les portions qu'ils représentent restent insuffisantes, et le programme est marqué par un manque d'accès au crédit et par la faiblesse des liens commerciaux établis entre les petits exploitants agricoles et les fournisseurs de repas.
12. *Élimination de la malnutrition.* Le Ghana a certes réduit la prévalence du retard de croissance, qui est passée de 23 pour cent en 2011 à 17,5 pour cent en 2017, mais la malnutrition reste préoccupante, la dénutrition, dont les carences en micronutriments, et le surpoids ou l'obésité restent très répandues chez la population ghanéenne¹⁹.

¹⁹ Services statistiques du Ghana. 2018. *Ghana Multiple Indicator Cluster Survey 2017/18: Survey findings report.*

13. D'après l'enquête consacrée en 2017 aux micronutriments au Ghana, 25 pour cent des Ghanéennes sont en surpoids, et 14 pour cent d'entre elles sont obèses; dans le même temps, selon l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisée en 2020, seules 59 pour cent des Ghanéennes reçoivent un apport minimum acceptable en matière de diversité alimentaire. L'apport nutritionnel insuffisant et les infections, dus au coût élevé des aliments nutritifs, à la multiplication sur le marché d'aliments transformés pauvres en nutriments, à certaines normes sociales et culturelles, et à l'accès restreint aux installations nécessaires à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène, en particulier pour ce qui est des ménages pauvres, continuent de compter parmi les principales causes de la malnutrition au Ghana.
14. Seuls 12 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent l'apport alimentaire minimum acceptable nécessaire à une croissance et à un développement optimaux; en outre, 21 pour cent d'entre eux souffrent d'une carence en vitamine A et 66 pour cent sont anémiés. Quelque 42 pour cent des femmes en âge de procréer (soit âgées de 15 à 49 ans) souffrent d'anémie, 43 pour cent seulement des nourrissons de moins de 6 mois sont exclusivement nourris au sein et 10 pour cent des bébés ont une insuffisance pondérale à la naissance²⁰.
15. Les décisions relatives à la nutrition et à la santé humaines obéissent dans une large mesure à des normes sociétales et sexistes. Dans des sociétés dominées par les hommes, en particulier dans le nord du Ghana, les responsabilités et la prise de décisions au sein des ménages, notamment pour ce qui est de la répartition de la nourriture et des restrictions alimentaires, sont réparties de manière inéquitable pour les femmes et les enfants. Pour remédier à ces inégalités en matière de nutrition et de santé, il est essentiel de faire prendre conscience à la population de l'impact qu'a la problématique femmes-hommes sur la nutrition.
16. *Productivité et revenus des petits exploitants*. L'indice des dépenses agricoles par rapport à la contribution du secteur au PIB s'élevait à 0,48 en 2017, avant de tomber à 0,25 en 2019, puis à 0,19 en 2020²¹, ce qui donne à penser que les investissements dans le secteur agricole sont démesurément faibles par rapport à la place que celui-ci occupe dans l'économie. Des investissements sectoriels durables sont de nature à offrir un bon rendement et à améliorer la productivité. Concrètement, des investissements sont indispensables pour améliorer l'accès aux agro-technologies et à des ressources et services productifs, en particulier au profit des petits exploitants et d'autres groupes vulnérables, comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.
17. *Systèmes alimentaires durables*. Le Gouvernement est résolu à faire évoluer les systèmes alimentaires du Ghana afin d'en renforcer la résilience et la durabilité, et à améliorer l'accès à une alimentation saine et nutritive²²:
 - en promouvant l'adoption de variétés de semences résistantes aux changements climatiques et de pratiques agricoles durables dans le but d'augmenter de 40 pour cent la quantité de fruits, de légumes et d'aliments de base biologiquement enrichis disponibles;
 - en élaborant des directives sur le régime alimentaire et un système pour définir les profils nutritionnels;
 - en améliorant la qualité et la quantité de l'approvisionnement local en matières premières en vue d'accroître la production locale;

²⁰ Ibid.

²¹ Commission nationale de la planification du développement. 2022. *Ghana 2022 Voluntary National Review*.

²² Déclaration du Président Akufo-Addo au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires le 23 septembre 2021.

- en rehaussant de 20 pour cent l'indice national de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture;
 - en étendant la superficie des terres irriguées de 24 à 34 pour cent pour accroître les rendements en fruits et légumes;
 - en promouvant la sécurité des semences, des espèces et des terres au profit des agriculteurs ghanéens;
 - en intégrant la nutrition dans les soins de santé primaires et les systèmes de vulgarisation agricole.
18. En vue de renforcer les systèmes alimentaires, le PAM apportera un appui au Gouvernement sur trois fronts: élaboration de politiques cohérentes et fondées sur des données factuelles, et amélioration de la qualité des données; renforcement de la coordination intersectorielle; et mobilisation de ressources supplémentaires dans les domaines sous-financés.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

19. *Renforcement des capacités.* Le Gouvernement a lancé le Programme d'atténuation de la COVID-19 et de relance des entreprises au Ghana pour accélérer la concrétisation de l'aspiration attachée à l'initiative *Ghana Beyond Aid* (le Ghana au-delà de l'aide) relative à l'autosuffisance économique, y compris dans le contexte de chocs d'envergure mondiale tels que la pandémie de COVID-19.
20. *Diversification des sources de financement.* La mobilisation de ressources est certes essentielle pour que le Ghana atteigne les ODD; or, entre 2016 et 2020, les recettes publiques ont chuté, tendance qu'a accentuée la pandémie de COVID-19. Depuis 2018, les recettes fiscales représentent 12 pour cent des recettes publiques, soit bien en deçà de la moyenne enregistrée pour le continent africain, à savoir 17 pour cent²³, et les dons au Gouvernement en constituent moins de 1 pour cent.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

21. La forte insécurité alimentaire tient dans une large mesure aux mauvais résultats obtenus sur le plan nutritionnel. Entre juin et août 2023, 719 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire selon les estimations, soit une augmentation de 158 pour cent par rapport à 2022²⁴. Les carences en micronutriments persistent dans tous les groupes sociodémographiques et d'après l'enquête démographique et sanitaire de 2014²⁵, 40 pour cent des femmes en âge de procréer et 60 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont anémiés²⁶.

²³ CEIC. *Ghana Tax Revenue: % of GDP, 2008–2022*.

²⁴ Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel *et al.* 2022. *Cadre Harmonisé for identifying risk areas and vulnerable populations in Food and Nutritional Insecurity in the Sahel and West Africa: Results of the Current (October to December 2022) and Projected (June to August 2023) Acute Food Insecurity and Nutrition Analysis*.

²⁵ Services statistiques du Ghana. 2015. *Ghana Demographic and Health Survey, 2014*.

²⁶ Aryeetey *et al.* 2021. *Stories of change in nutrition in Ghana: a focus on stunting and anaemia among children under-five years (2009–2018)*.

22. Il est certain que l'agriculture jouera un rôle crucial dans le cadre de l'action menée pour faire face aux problèmes liés à la faim au Ghana, mais la contribution du secteur agricole au PIB a diminué ces dernières années²⁷. Environ 44 pour cent des ménages possèdent ou exploitent une ferme, et la proportion de ménages se livrant à une activité agricole dans les cinq régions du nord du pays va de 70,6 pour cent à 83,2 pour cent. L'agriculture représenterait 38,3 pour cent de l'emploi total, ce qui fait d'elle le deuxième employeur après le secteur des services. La plupart des agriculteurs sont de petits producteurs²⁸ et les cultures sont en grande partie tributaires des précipitations.
23. En 2023, les prix des engrais sont trois fois plus élevés qu'en 2019, une augmentation qui handicape tous les agriculteurs, notamment ceux qui ont peu de ressources²⁹. Les coûts des carburants sont également en hausse: le litre de gazole s'établissait à 15,8 cedis (environ 1,40 dollar) en février 2023, contre 8,11 cedis en février 2022³⁰. L'absence de croissance des salaires a encore entamé le pouvoir d'achat et accru le recours à des mécanismes de survie susceptibles de nuire à la santé humaine, comme la réduction du nombre de repas et le remplacement d'aliments nutritifs par des aliments caloriques. Les femmes, les adolescentes et les enfants en ont tout particulièrement subi les répercussions.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

24. Le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture afin de parvenir à l'adoption d'une approche fondée sur les marchés susceptible de favoriser la demande d'aliments nutritifs. À travers ce partenariat, le PAM a facilité l'accès à des aliments nutritifs spécialisés dans neuf districts où des taux de malnutrition élevés étaient enregistrés chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes ou allaitantes, les adolescentes et les personnes couvertes par les programmes nationaux de protection sociale. Grâce à ces interventions, les districts ont pu contribuer à la réalisation de l'objectif du Ghana consistant à ramener le retard de croissance à 12 pour cent d'ici à 2025.
25. Le PAM a orchestré deux opérations d'appui technique au profit de grandes entreprises de transformation d'aliments nutritifs spécialisés au Ghana: Premium Foods Limited et Yedent Agro Group of Companies Limited. Cet appui tonique a contribué à renforcer la résilience des systèmes alimentaires du Ghana.
26. L'entreprise Premium Foods Limited est désormais un sous-traitant du PAM pour ce qui est de fournir du Super Cereal, qui est employé pour faire face aux crises nutritionnelles dans le cadre d'interventions humanitaires. Le PAM s'approvisionne auprès du Ghana en aliments nutritifs spécialisés et le montant des achats effectués depuis 2021 s'établit au total à 7,5 millions de dollars; cela a permis de créer des emplois dans le secteur de la transformation des aliments, de générer des gains de change pour le pays, d'ouvrir des débouchés aux agriculteurs et d'assurer des revenus aux travailleurs du secteur du transport. Premium Foods Limited développe à présent ses activités pour accroître sa production de Super Cereal Plus.

²⁷ Gouvernement ghanéen. 2022. *Ghana's Agriculture Sector Report. November 2022*.

²⁸ Services statistiques du Ghana. 2019. *Ghana Living Standards Survey 7: Main Report*.

²⁹ Farmers Review Africa. 2022. "IFDC commits to make fertilizer affordable in Ghana".

³⁰ Statista. Page web: [Ghana: weekly diesel fuel prices 2020–2023](#).

27. Grâce à la fourniture de fonds de roulement et d'un appui à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments, Yedent Agro Group of Companies Limited a mis en place une installation multi-utilisateurs à même de produire plusieurs lignes d'aliments nutritifs. L'utilisation d'installations multi-utilisateurs figure au cœur du programme phare du Ghana intitulé Un district, une usine, et permet aux marchés locaux de produire de façon plus rentable des aliments nutritifs diversifiés. Yedent a ainsi aidé le Ghana à réduire sa dépendance à l'égard des importations et contribué à accélérer la mise en place de chaînes d'approvisionnement alimentaire de qualité à l'échelon local. Les aliments nutritifs produits sont mis à la disposition d'usagers institutionnels tels que le Service ghanéen de la santé, et utilisés dans le cadre des programmes de nutrition et d'alimentation scolaire qu'appuie le PAM; ils sont également en vente sur le marché.
28. Le PAM a contribué à consolider le système de protection sociale du Ghana en appuyant les deux programmes publics ci-après:
 - Le programme de lutte contre la pauvreté par la promotion des moyens d'existence (LEAP), qui vient en aide à 346 000 ménages ruraux vulnérables au moyen de transferts monétaires destinés à accroître leur consommation alimentaire. Le PAM a contribué à combler certaines lacunes techniques et financières en actualisant le registre national des ménages du Ghana et en procédant à titre pilote à la réestimation des bénéficiaires du programme LEAP en vue de réduire au minimum les erreurs d'exclusion et d'inclusion. Il a également expérimenté avec succès des projets dans le cadre desquels les ménages bénéficiaires du programme LEAP mènent des activités productives, qu'il prévoit de transposer à plus grande échelle.
 - Le programme d'alimentation scolaire du Ghana, qui cible 3,8 millions d'enfants dans les écoles primaires publiques en vue de favoriser la scolarisation et l'assiduité, d'améliorer la nutrition et d'appuyer la productivité des petits exploitants. Le PAM a transféré la responsabilité de ce programme au Gouvernement en 2015 et depuis lors, il s'est imposé comme un partenaire technique et un conseiller de choix. En 2016, le programme a grandement bénéficié de l'adoption de la politique en matière d'alimentation scolaire, qu'avait appuyée le PAM. Toutefois, la viabilité financière demeure un problème et il faudra que la politique s'accompagne d'une loi pour que le programme bénéficie d'un budget à part entière. Plusieurs initiatives pilotes sont en cours avec l'appui du PAM, notamment un projet relatif à la dématérialisation des outils de suivi destinée à améliorer l'efficacité opérationnelle, et un projet financé par la Fondation Rockefeller visant à améliorer l'accès au riz enrichi et sa consommation par les écoliers et les communautés locales.
29. Pour renforcer la réactivité face aux chocs et la gestion des risques de catastrophe, le PAM continue d'appuyer l'utilisation d'outils de diagnostic et de formation relevant de l'Initiative concernant les capacités de réduction des risques de catastrophe, en sa qualité de chef de file du Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur les situations d'urgence.
30. Dans le cadre du PSP pour 2024-2028, le PAM renforcera sa collaboration avec le secteur privé, d'autres partenaires de développement et d'autres entités des Nations Unies, à mesure qu'il passera du rôle d'exécutant à celui de catalyseur. Compte tenu du risque que représente l'insécurité dans la région du Sahel, comme tout dernièrement au Burkina Faso, et de ses répercussions potentielles sur le Ghana, le présent PSP prévoit un plan d'urgence qui permettra au PAM d'intervenir rapidement si nécessaire.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

31. Le PSP concorde avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après "le Plan-cadre de coopération") établi pour 2023–2025, qui définit les priorités et appuie l'intégration des stratégies nationales de développement, des programmes sectoriels et multisectoriels et des questions transversales, et favorise la cohérence des politiques dans toutes les activités du système des Nations Unies au Ghana. Le Plan-cadre de coopération est notamment harmonisé avec le programme coordonné des politiques de développement économique et social du Ghana (2021–2025), le cadre à moyen terme pour les politiques nationales de développement (2022–2025), et la vision stratégique, les buts et les objectifs du projet "Le Ghana au-delà de l'aide".

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

32. Le PSP a été élaboré à l'issue de consultations tenues avec les principaux partenaires aux niveaux régional, national et communautaire pour dégager les priorités stratégiques, les points de départ envisageables, les synergies et les possibilités offertes s'agissant de mettre en œuvre avec succès des programmes concertés durables. Ces consultations ont permis de cerner le PAM, en pleine évolution, et de recenser les possibilités d'action dans le cadre du PSP et les complémentarités entre les interventions.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

33. Le PAM vise à aider le Gouvernement ghanéen à réaliser les ODD au moyen des cinq effets directs décrits dans le présent PSP. Ce dernier décrit la réorientation que va opérer le PAM, qui passera du rôle d'exécutant direct à celui de catalyseur, l'accent étant mis sur ses capacités d'organisation et de coordination à la faveur des groupes de résultats et des groupes de travail des Nations Unies. Les effets directs du PSP contribuent directement à la réalisation des ODD 2 et 17 et appuient indirectement la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 13 et 16. Ils dénotent la volonté du PAM de ne laisser personne de côté en suivant une démarche fondée sur les droits humains, en œuvrant en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes, en accroissant la résilience et la durabilité, et en améliorant le respect de l'obligation de rendre compte de l'action menée.
34. L'effet direct 1 du PSP est axé sur la préparation aux situations d'urgence et prévoit une activité de secours qui permettra au PAM de répondre avec souplesse à tous les besoins humanitaires susceptibles de se présenter pendant la mise en œuvre du présent PSP. Les activités relevant des quatre autres effets directs s'inscrivent au carrefour de l'action humanitaire, du développement et de la paix, et contribuent à accroître la résilience et à s'attaquer aux défis que pose le développement dans des domaines où le PAM possède des atouts spécifiques, à savoir les liens avec les marchés, les achats stratégiques de produits alimentaires, l'adaptation des transferts de type monétaire aux besoins, l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, la production de données factuelles et l'analyse des données, le ciblage et le suivi. À la faveur de cette approche, le PAM s'attache à renforcer la cohésion sociale et le contrat social entre le Gouvernement et ses citoyens. Dans le cadre de son rôle de catalyseur, le PAM tirera parti des avantages relatifs de ses partenaires pour contribuer à la réalisation des objectifs transversaux en matière de développement et de paix.
35. L'innovation et la technologie joueront un rôle primordial au regard de la concrétisation des effets directs. Le PAM promouvra la participation des communautés pour répondre efficacement aux besoins de la population et mènera des initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements afin d'encourager des modes de vie plus sains.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise au Ghana (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) sont en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels (alimentaires, nutritionnels et autres) avant, pendant et après une crise

36. Cet effet direct tient compte des risques auxquels le Ghana pourrait être exposé en raison de la crise au Sahel et de ses propres vulnérabilités vis-à-vis de chocs qui se produiraient dans les domaines notamment du climat, de l'économie, de la santé et autres. Les mesures de préparation et d'intervention reposeront sur des évaluations consacrées aux groupes touchés par une crise et seront coordonnées par l'intermédiaire du Groupe de travail interinstitutions sur les situations d'urgence, qui réunit des acteurs gouvernementaux et d'autres intervenants afin de faire en sorte que l'assistance fournie soit suffisante pour couvrir les besoins en produits alimentaires et non alimentaires.

Effet direct stratégique du PAM

37. L'effet direct 1 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

38. L'effet direct 1 du PSP relève du domaine d'action privilégié "intervention face à une crise".

Harmonisation avec les priorités nationales

39. L'effet direct 1 du PSP contribue à la réalisation de l'effet 2 du Plan-cadre de coopération relatif à des services sociaux de base de qualité, accessibles, équitables, inclusifs et durables, et de l'effet 3 concernant la paix et la sécurité durables au Ghana et dans la sous-région³¹.

Produits escomptés

40. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 1 du PSP:

- Produit 1.1: Les institutions nationales reçoivent une assistance technique et un appui en faveur de la cohérence des politiques, ce qui leur permet d'anticiper les crises, de s'y préparer et d'y faire face, y compris au moyen de systèmes d'alerte rapide.
- Produit 2.1: Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance non assortie de conditions pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels.

Activités essentielles

Activité 1: Travailler avec les différents acteurs aux niveaux national, institutionnel, communautaire et individuel au renforcement de leur capacité à améliorer l'analyse de l'alerte rapide fondée sur des éléments factuels et tenant compte de la problématique femmes-hommes, en vue d'éclairer les mesures d'anticipation, de préparation et de réduction des risques de catastrophe ainsi que les interventions en cas de crise, notamment les mécanismes de financement des risques de catastrophe tels que l'assurance climatique

³¹ Cela englobe le plan de réponse humanitaire, qui a été élaboré en 2016 et sera mis à jour pendant la période d'exécution du présent PSP dans le cadre des activités menées par les organismes des Nations Unies en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

41. Le PAM fera appel à ses atouts particuliers dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, en jouant un rôle de chef de file au sein du Groupe de travail interinstitutions sur les situations d'urgence; de la gestion des chaînes d'approvisionnement, en assurant une planification d'urgence en vue de préserver l'approvisionnement alimentaire et la sécurité alimentaire; et des systèmes d'alerte rapide, notamment pour ce qui est de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des évaluations de la problématique femmes-hommes, l'objectif étant élargir l'éventail des mesures d'adaptation envisageables face à divers aléas. À cet égard,

41.42. Le PAM appuiera l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'anticipation dirigées par le Gouvernement, et collaborera étroitement avec les entités publiques concernées afin de renforcer les moyens et les compétences dont elles disposent pour prévoir de manière fiable les chocs climatiques, en déterminer les facteurs de déclenchement et améliorer les systèmes d'alerte rapide. Le PAM aidera les communautés exposées à des risques dans tout le Ghana à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels ainsi que d'autres besoins essentiels en diffusant à leur intention des alertes et en leur adressant des recommandations sur les mesures à prendre pour renforcer leur résilience avant que ne surviennent les chocs attendus en lien avec le climat.

42.43. Le PAM recensera les possibilités d'apporter une assistance technique au Gouvernement, et il fera appel aux mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire qui permettent au personnel des administrations publiques de bénéficier d'un apprentissage assuré par d'autres pays. Le PAM partagera également le savoir-faire dont il dispose dans le pays et à l'échelle régionale en envoyant des spécialistes travailler dans les ministères d'exécution.

Activité 2: Apporter une assistance non assortie de conditions, notamment sous la forme d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, aux populations touchées par une crise

43.44. En cas de crise, le PAM veillera à donner équitablement accès à un soutien alimentaire et nutritionnel d'urgence fondé sur des éléments factuels et adapté au contexte, tenant compte des besoins, des capacités et des priorités des personnes et des communautés touchées, en particulier au nord du Ghana.

44.45. Pour répondre aux besoins essentiels, le PAM privilégiera le recours aux transferts de type monétaire non assortis de restriction, qui s'accompagneront d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements conçues pour promouvoir la consommation d'une alimentation saine et prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que les violences sexistes. Les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, à savoir les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants, les personnes handicapées et celles vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, bénéficieront de transferts de type monétaire supplémentaires à titre complémentaire, afin de remédier aux risques de dénutrition et de faciliter l'accès à une alimentation saine. Cette activité sera menée en coordination avec les parties prenantes du système national de protection sociale.

45.46. La stratégie de ciblage et de vérification connexe, qui a été établie à la lumière d'évaluations des besoins d'urgence, reposera sur les vulnérabilités. En collaboration avec le Groupe de travail interinstitutions sur les situations d'urgence, le PAM plaidera pour la mise en œuvre concertée d'une assistance multisectorielle non assortie de conditions en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience.

Partenariats

46-47. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, le PAM coordonnera ses activités avec celles de ses partenaires du Groupe de travail interinstitutions sur les situations d'urgence et de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, entité qu'a créée le Ministère de l'intérieur pour coordonner et gérer les interventions menées par le pays face aux catastrophes. À cet égard, le PAM travaillera en étroite collaboration avec les entités suivantes:

- le Gouvernement, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, qui orchestrera la coordination des activités multisectorielles des pouvoirs publics en matière de préparation et d'intervention face aux crises, et notamment la coordination avec l'Agence météorologique du Ghana pour communiquer des informations sur le climat;
- d'autres entités des Nations Unies, notamment le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale du Travail, pour porter secours aux réfugiés et aux personnes déplacées et pour gérer les questions relatives à la migration, au travail, aux interventions d'urgence et à la cohésion sociale;
- les acteurs du secteur privé, pour financer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise à la lumière des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19;
- des partenaires de développement et des institutions financières internationales, pour renforcer et augmenter les capacités institutionnelles;
- des organisations non gouvernementales (ONG), afin de mener des activités visant à renforcer la résilience des communautés locales et à atténuer ainsi les répercussions des chocs, notamment ceux liés aux changements climatiques, et d'appuyer des initiatives communautaires, des activités de plaidoyer et de sensibilisation, et des initiatives axées sur la consolidation de la paix;
- des organisations de la société civile, afin de faciliter la conduite d'initiatives communautaires et d'activités de plaidoyer, de sensibilisation et de formation et de collaborer à des activités destinées à renforcer les capacités et la résilience des communautés locales pour atténuer les conséquences des chocs, en particulier ceux liés aux changements climatiques;
- des établissements universitaires et des instituts de recherche, pour mener des activités de suivi, procéder régulièrement à la collecte de données et réaliser des travaux de recherche;
- les communautés, pour lancer des alertes rapides, promouvoir la diffusion d'informations et collaborer avec les premiers intervenants.

Hypothèses

47-48. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, les hypothèses suivantes doivent se concrétiser:

- Le Gouvernement ghanéen met à profit sa capacité à prévoir les crises et à y faire face.
- Le Ghana tient des élections démocratiques en 2024, que suit une passation de pouvoirs pacifique.
- Des ressources sont mobilisées à l'appui des activités prévues.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

48.49. Le PAM maintiendra sa capacité à intervenir face aux crises au Ghana, tout en renforçant le système national de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et les mécanismes de protection sociale réactive face aux chocs.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2028, l'alimentation des populations vulnérables sur le plan nutritionnel au Ghana, notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants, les personnes vivant avec un handicap et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, s'améliore

49.50. Pour faire en sorte que le Ghana atteigne ses objectifs en matière de nutrition d'ici à 2030, le PAM fournira un appui nutritionnel fondé sur des éléments factuels aux groupes vulnérables, notamment les filles et femmes les enceintes ou allaitantes, les personnes qui prennent soin d'enfants âgés de 6 à 23 mois et les adolescentes, et il veillera à instaurer un environnement propice qui favorisera l'accès à des aliments nutritifs et la consommation de ceux-ci. Soucieux de ne laisser personne de côté, le PAM apportera directement un appui nutritionnel, tout en s'attachant désormais à promouvoir le renforcement des institutions, la prévention et l'évolution des comportements. Cet effet direct est lié aux autres effets directs du présent PSP, ce qui contribuera à consolider les mécanismes de protection sociale et les moyens d'existence, améliorant ainsi les choix s'offrant aux groupes vulnérables.

Effet direct stratégique du PAM

50.51. L'effet direct 2 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 2 du PAM (Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation).

Domaine d'action privilégié

51.52. L'effet direct 2 du PSP relève du domaine d'action privilégié "causes profondes".

Harmonisation avec les priorités nationales

52.53. L'effet direct 2 du PSP concorde avec le domaine de résultats 1 du Plan-cadre de coopération relatif à une croissance et à une transformation économiques durables et inclusives, et le domaine de résultats 2 concernant des services sociaux de base de qualité, accessibles, inclusifs et durables.

Produits escomptés

53.54. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 2 du PSP:

- Produit 3.1: Les ménages, notamment ceux comptant dans leurs rangs des personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont davantage de moyens, notamment économiques, pour améliorer leur alimentation, y compris des connaissances sur ce que signifie une bonne nutrition.
- Produit 3.2: Les institutions et les autorités nationales et locales, ainsi que les communautés, sont mieux à même d'instaurer un environnement propice grâce à l'appui accru apporté à l'élaboration et à l'adoption de politiques cohérentes relatives à l'accès à des aliments nutritifs et à leur consommation dans tout le Ghana.

Activités essentielles

Activité 3: Promouvoir des politiques, des programmes et des initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements à dimension nutritionnelle aux niveaux national, local, institutionnel et individuel pour favoriser la mise en place d'un environnement qui aide la population du Ghana à adopter une alimentation et un mode de vie sains

54-55. Cette activité s'inscrira dans le cadre d'une stratégie visant à avoir un effet catalyseur et porteuse de transformations aux niveaux de la société et des comportements, qui sera appliquée à tous les effets directs en vue d'améliorer la capacité des personnes vivant au Ghana à faire des choix éclairés sur le plan de la nutrition. Des messages clairs seront diffusés par des voies traditionnelles mais aussi innovantes, afin de remédier aux causes profondes structurelles des inégalités entre les femmes et les hommes du point de vue de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

55-56. Pour les ménages pauvres et vulnérables sur le plan nutritionnel, les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements s'accompagneront de compléments sous la forme de transferts de type monétaire (par exemple, en augmentant les prestations en espèces entrant dans le cadre du programme LEAP) et seront rattachées à d'autres programmes à dimension nutritionnelle et d'appui aux moyens d'existence en vue d'accroître les revenus, de promouvoir l'accès à une alimentation saine et d'améliorer la réactivité face aux chocs.

56-57. Dans le cadre d'une démarche de lutte contre la malnutrition qui sera axée sur les systèmes alimentaires, le PAM étudiera les possibilités d'améliorer la teneur en nutriments des produits cultivés localement grâce à l'enrichissement, notamment biologique, et de créer une demande au moyen d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, de programmes d'alimentation scolaire et d'interventions nutritionnelles en faveur des femmes enceintes ou allaitantes vulnérables. Parallèlement, il appuiera des initiatives destinées à améliorer les chaînes d'approvisionnement en aliments nutritifs, en particulier des solutions innovantes qui auront pour objectif de remédier aux problèmes se posant dans les domaines de l'entreposage, du transport et de la vente au détail.

Partenariats

57-58. La réalisation de l'effet direct 2 du PSP nécessitera de collaborer avec les entités suivantes:

- *Gouvernement:* la Commission nationale de la planification du développement et le Service ghanéen de la santé coordonneront les activités des ministères d'exécution et des organismes menant des activités relevant de l'effet direct 2 du PSP.
- *Acteurs du secteur privé:* l'Association des industries du Ghana appuiera le réseau des entreprises du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et facilitera la production d'aliments enrichis et l'approvisionnement correspondant.
- *Établissements universitaires:* ceux-ci joueront un rôle prépondérant dans la mise à disposition d'éléments factuels pour faciliter la production d'aliments nutritifs sains et abordables, notamment grâce à l'enrichissement des produits sur le plan local, en vue d'améliorer les filières axées sur la nutrition.
- *Partenaires de développement:* ceux-ci renforceront et augmenteront les capacités institutionnelles.
- *Communautés:* conjointement avec les communautés locales, le PAM mettra sur pied des interventions adaptées au contexte qui permettront de répondre de manière globale aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- *Organisations de la société civile et ONG:* ces partenaires coopérants faciliteront et mèneront des activités de plaidoyer décisives.

- *Entités des Nations Unies, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé: au titre du Plan-cadre de coopération, ces entités harmoniseront leurs activités pour en accroître la portée et l'impact.*

Hypothèses

58-59. Pour que l'effet direct 2 du PSP puisse être obtenu, les hypothèses suivantes doivent se concrétiser:

- Le Gouvernement ghanéen a mis en place des mécanismes de coordination interinstitutionnels efficaces et est en mesure de veiller à la cohérence des politiques.
- Les membres des communautés ciblées participent à la prise de décisions relatives à l'amélioration de la nutrition et sont en mesure de faire de meilleurs choix.
- Les communautés vulnérables ciblées ne recourent pas à des stratégies de survie préjudiciables face aux crises.
- Les marchés locaux, y compris ceux mis en place par de petits exploitants agricoles, peuvent produire et fournir la quantité d'aliments enrichis en nutriments nécessaire pour compléter judicieusement les disponibilités alimentaires.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

59-60. Le PAM collaborera avec les institutions nationales pour promouvoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition. Parallèlement, il travaillera avec le secteur privé pour appuyer la production et la livraison de produits enrichis jusqu'au dernier kilomètre.

Effet direct 3 du plan stratégique du pays: D'ici à 2028, les systèmes alimentaires au Ghana, y compris les filières d'aliments nutritifs, sont inclusifs, permettent de disposer de moyens d'existence durables, répondent aux besoins essentiels de tous en nutriments, et sont plus résilients face aux chocs financiers, climatiques et géopolitiques qui se produisent à l'échelle locale ou mondiale, et aux perturbations qui secouent les filières

60-61. Les activités menées au titre de cet effet direct visent à appuyer la sécurité alimentaire et la nutrition de manière à inclure les ménages de petits exploitants vulnérables et à préserver l'environnement, ainsi qu'à faciliter l'accès de toute la population ghanéenne à des aliments nutritifs sains et abordables. Pour y parvenir, il conviendra d'améliorer la coordination et la collaboration avec le Gouvernement, les autres entités des Nations Unies (en particulier les autres organismes ayant leur siège à Rome), les acteurs du secteur privé, les communautés locales et les partenaires de développement, en vue d'appuyer la productivité agricole et les filières.

Effet direct stratégique du PAM

61-62. L'effet direct 3 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

62-63. L'effet direct 3 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

Harmonisation avec les priorités nationales

63-64. L'effet direct 3 du PSP concorde avec le domaine de résultats 1 du Plan-cadre de coopération relatif à une croissance et à une transformation économiques inclusives et durables; le domaine de résultats 2 concernant des services sociaux de base de qualité accessibles, inclusifs et durables; et le domaine de résultats 3 relatif à la paix et à la sécurité durables au Ghana et dans la sous-région.

Produits escomptés

64-65. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 3 du PSP:

- Produit 4.1: Les acteurs des systèmes alimentaires disposent de connaissances, de compétences et d'outils améliorés ainsi que d'un accès accru aux possibilités d'emploi, à d'autres services d'appui (intrants, mécanisation, irrigation, dématérialisation, information) et à des marchés structurés, ce qui leur permet d'améliorer leurs moyens d'existence, leur nutrition et leurs revenus de manière intelligente face au climat.
- Produit 4.2: Les institutions nationales et locales, ainsi que les communautés, disposent de capacités renforcées pour instaurer un environnement propice à des systèmes alimentaires résilients, y compris s'agissant d'appuyer la cohérence des politiques, et améliorer ainsi les résultats obtenus sur le plan de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'environnement.
- Produit 4.3: Les ménages, ainsi que les communautés et les personnes vulnérables, notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes handicapées, les enfants et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, peuvent accéder de façon équitable aux actifs productifs, aux compétences et aux connaissances et en disposer à leur guise, ce qui leur permet d'améliorer leurs revenus et leur alimentation.
- Produit 4.4: Les acteurs des filières des systèmes alimentaires, notamment les petits exploitants, ont accès à une agriculture climatiquement rationnelle et à un financement de la gestion des risques climatiques, et sont en mesure d'améliorer leur productivité et leur résilience face aux chocs climatiques.

Activités essentielles

Activité 4: Collaborer avec les acteurs nationaux afin de mettre à leur disposition de manière équitable des connaissances, des compétences, des outils, des instruments d'atténuation des risques et des liens qui leur permettront de renforcer les systèmes alimentaires et les filières agroalimentaires, en fonction de la demande et dans le droit fil des priorités nationales

65-66. Le PAM apportera un appui technique complet aux acteurs des filières des systèmes alimentaires pour promouvoir une agriculture climatiquement rationnelle, faciliter l'accès à des intrants améliorés, renforcer les normes de sécurité sanitaire et de qualité des produits, et adopter des technologies de manutention après récolte perfectionnées et innovantes.

66-67. Le PAM tirera profit de la technologie numérique pour renforcer les compétences des acteurs des filières des systèmes alimentaires, notamment celles visant à développer les activités et à faciliter l'accès aux données météorologiques et aux services financiers. Le PAM privilégiera les partenariats qui s'attaquent aux principaux obstacles à surmonter pour contribuer à accroître les investissements consacrés au secteur alimentaire, créant ainsi des possibilités d'emploi et améliorant les moyens d'existence.

67-68. Le PAM tirera parti de ses capacités de mobilisation pour plaider en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques axées sur les systèmes alimentaires qui soient durables et inclusives et aient une dimension nutritionnelle, l'objectif étant d'instaurer un environnement plus équitable pour les entités du secteur privé, qui favorisera leur efficacité et leur efficience.

68-69. Le PAM ciblera les ménages vulnérables et les communautés qui sont exposés à des chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire, notamment les petits exploitants agricoles et les communautés frontalières, afin d'accroître leur autosuffisance et leur résilience. Il s'attachera simultanément à améliorer l'accès à des aliments nutritifs et à renforcer les moyens d'existence, les revenus et l'épargne à l'aide de modèles de financement innovants et de l'assurance agricole.

69.70. Le PAM s'attaquera aux inégalités entre femmes et hommes qui empêchent la participation et la prise de décisions avisées des femmes et des jeunes dans le cadre des filières des systèmes alimentaires.

Partenariats

70.71. La réalisation de l'effet direct 3 du PSP nécessitera de collaborer avec les entités ci-après, sous la houlette du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture:

- *Gouvernement:* le PAM collaborera avec la Bourse des marchandises du Ghana et d'autres institutions pour coordonner les activités et lever les obstacles à l'investissement et à la création d'emplois.
- *Instituts de recherche et établissements universitaires:* ces entités faciliteront le suivi et la collecte de données, notamment de données destinées à étayer les politiques et les stratégies visant à promouvoir une agriculture régénératrice, à rétablir la biodiversité, à augmenter le stockage du carbone et à restaurer la fertilité des sols afin de renforcer la résilience des petits exploitants au Ghana.
- *Secteur privé:* les parties prenantes du secteur privé peuvent fournir des services et créer de l'emploi, investir dans la production d'engrais organiques, se procurer des aliments auprès des petits exploitants agricoles, et investir dans le développement de systèmes alimentaires nutritifs et en assurer la promotion.
- *Partenaires de développement:* le PAM travaillera en collaboration avec les partenaires de développement au renforcement des capacités institutionnelles.
- *Organisations de la société civile et ONG:* ces organisations participeront à la mise en œuvre des projets et mèneront des activités de communication et de sensibilisation.
- *Communautés:* les communautés locales assureront conjointement la mise sur pied et la gestion des projets et les appuieront ensemble.
- *Organismes des Nations Unies et institutions financières internationales:* le PAM collaborera avec la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds international de développement agricole et la Banque africaine de développement pour mettre en œuvre conjointement des programmes et des activités de mobilisation de ressources et mettre à profit les atouts particuliers de chacun en vue d'optimiser la portée et l'impact des projets, de créer une demande et de favoriser l'instauration d'un environnement propice au développement du secteur privé dans le domaine de la production d'engrais organiques.

Hypothèses

71.72. Pour que l'effet direct 3 du PSP puisse être obtenu, les hypothèses suivantes doivent se concrétiser:

- Des capacités techniques suffisantes en matière de filières alimentaires sont disponibles dans le pays ou à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.
- Il existe une collaboration adéquate avec le secteur privé et celui-ci manifeste son intérêt.
- Des programmes complémentaires et conjoints sont mis en œuvre avec les organismes pertinents des Nations Unies, en particulier les autres organismes ayant leur siège à Rome.

Stratégie de transition et de transfert de responsabilités

72.73. Le PAM collaborera avec de multiples acteurs des secteurs privé et public pour assurer la pérennité des interventions. En particulier, il appuiera la mise en place de mesures

d'incitation axées sur les marchés en vue d'encourager le secteur privé à investir durablement dans les filières alimentaires, y compris par la voie de politiques publiques.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2028, le système de protection sociale du Ghana est propre à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes, revêt une dimension nutritionnelle, est réactif face aux chocs et est inclusif, et il vient en aide de manière plus efficiente et plus efficace aux bénéficiaires ciblés

73.74. Le système national de protection sociale préserve et favorise la capacité des personnes à satisfaire leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que d'autres besoins essentiels, ainsi qu'à faire face aux chocs et à gérer les risques. Le Ghana doit régulièrement fournir des services de protection sociale et des prestations sociales, compte tenu des besoins, des capacités et des vulnérabilités de la population, pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté dans le pays.

74.75. Le PAM nouera des partenariats à l'échelle du système pour contribuer à renforcer les capacités des pouvoirs publics à l'échelle nationale et local. Il lui faudra mettre à profit ses connaissances sur la présence opérationnelle de ses partenaires pour maximiser la portée et l'impact de ses opérations.

Effet direct stratégique du PAM

75.76. L'effet direct 4 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

76.77. L'effet direct 4 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

Harmonisation avec les priorités nationales

77.78. L'effet direct 4 du PSP concorde avec le domaine de résultats 2 du Plan-cadre de coopération relatif à des services sociaux de base de qualité, accessibles, inclusifs et durables.

Produits escomptés

78.79. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 4 du PSP:

- **Produit 5.1:** Les systèmes nationaux de protection sociale sont renforcés grâce à des activités de plaidoyer en faveur de l'allocation d'un financement durable, provenant de sources habituelles ou autres comme le secteur privé, bénéficiant du fait que l'élaboration des politiques et des mesures de préparation aux situations d'urgence et de planification ainsi que la conception, le ciblage et l'exécution des programmes reposent sur des données factuelles, et contribuent à l'amélioration de l'approche intégrée à dimension nutritionnelle et réactive face aux chocs qui est suivie.
- **Produit 5.2:** Dans le cadre d'un système de protection sociale élargi, le programme national d'alimentation scolaire est renforcé de manière à resserrer les liens avec les exploitants locaux, notamment les agricultrices et les communautés, et à améliorer l'alimentation des enfants et partant, leurs résultats scolaires.
- **Produit 5.3:** Les membres des ménages qui bénéficient de services et de prestations de protection sociale à dimension nutritionnelle, y compris les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les jeunes, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, jouissent d'une inclusion financière accrue et disposent de connaissances et de compétences adaptées au contexte qui leur permettent d'accéder à des possibilités d'emploi axées sur la demande et à d'autres moyens d'existence productifs.

Activités essentielles

Activité 5: Collaborer avec les acteurs concernés pour renforcer les capacités aux niveaux national, communautaire et individuel, et contribuer à instaurer un environnement qui favorise la cohérence des politiques et l'efficacité dans la mise en œuvre de systèmes nationaux de protection sociale équitables et inclusifs, notamment le programme d'alimentation scolaire du Ghana

79-80. Le PAM tirera parti des activités qu'il mène actuellement avec le Gouvernement, notamment les mesures prises pour faciliter l'accès des bénéficiaires du programme LEAP à des services financiers (dans le cadre d'un projet financé par la Fondation Bill et Melinda Gates), pour distribuer des espèces à ces bénéficiaires en vue d'atténuer les difficultés liées à la riposte mondiale à la pandémie de COVID-19, et pour améliorer le suivi des repas scolaires au moyen d'outils numériques (dans le cadre d'un projet financé par l'Association japonaise des Amis du PAM au Japon). L'assistance que le PAM assurera au titre du présent PSP tiendra compte des priorités conjointement recensées et définies en matière de renforcement des systèmes.

80-81. Avec ses partenaires, le PAM s'emploiera à renforcer la politique en matière de protection sociale et les cadres de financement. Plaider en faveur du programme d'alimentation scolaire du Ghana et d'autres initiatives de protection sociale pourrait contribuer à débloquer d'autres sources de financement.

81-82. La collaboration nouée par le PAM avec la Fondation Rockefeller offre une occasion unique en son genre d'incorporer encore davantage la nutrition dans les programmes de repas scolaires et de mieux faire comprendre aux communautés locales l'importance d'une bonne nutrition, en menant des initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et en accroissant la disponibilité de céréales complètes et de riz enrichi. Les conclusions d'un projet pilote éclaireront la campagne de sensibilisation qui sera consacrée à la lutte contre les carences en micronutriments et permettront d'ouvrir de nouvelles perspectives économiques, en particulier au profit des femmes.

82-83. Le PAM continuera d'appuyer:

- le programme d'alimentation scolaire du Ghana, en aidant notamment le Gouvernement à dématérialiser ses outils en vue d'améliorer la production d'éléments factuels qui étayeront l'efficacité du programme et permettront de dûment rendre compte de l'action menée;
- le programme LEAP, en procédant régulièrement à des réévaluations et à des vérifications visant à favoriser l'emploi de critères de sélection adaptés au contexte, à réduire au minimum les erreurs d'inclusion et d'exclusion, et à faciliter la transition vers des interventions axées sur les moyens d'existence.

83-84. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont montré qu'il fallait veiller à ce que les systèmes de protection sociale soient réactifs face aux chocs. En conséquence, le PAM favorisera le dialogue et le renforcement des capacités aux fins de la définition des ambitions du pays en matière de protection sociale réactive face aux chocs ainsi que de la promotion de l'élaboration de modalités opérationnelles souples (y compris dans le cadre du programme LEAP) et d'outils d'exécution maniables.

84-85. Le PAM aidera le Ministère de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale à dispenser des formations consacrées à l'utilisation des outils numériques aux bénéficiaires du programme LEAP, aux personnes handicapées, aux personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, et à d'autres groupes vulnérables, l'objectif étant de promouvoir l'inclusion financière et l'émancipation économique des femmes de manière à venir à bout des obstacles structurels qui empêchent les femmes de participer de façon équitable au marché du travail et à la prise de décisions.

Partenariats

85-86. Le PAM continuera de tirer parti des relations de travail qu'il a nouées avec le Ministère de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, il renforcera sa collaboration avec:

- les organismes gouvernementaux, pour faciliter la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire;
- les établissements d'enseignement supérieur, notamment les universités, pour mener des activités de suivi et conduire des études thématiques;
- le secteur privé, pour mobiliser des investissements à fort impact et mettre à disposition des services et des possibilités d'emploi et mobiliser des investissements à fort impact qui renforcent l'égalité femmes-hommes et l'émancipation économique des femmes;
- les partenaires de développement, pour renforcer et augmenter les capacités institutionnelles;
- les organisations de la société civile et les ONG, pour contribuer à la réalisation de projets et conduire des actions de plaidoyer et de sensibilisation, qui visent à lever les obstacles à l'inclusion et à favoriser une participation équitable à la prise de décisions et à l'activité économique;
- les entités des Nations Unies (notamment l'UNICEF, la FAO et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida) ainsi que les institutions financières internationales, afin de mobiliser des ressources et d'apporter un appui aux initiatives gouvernementales en vue d'en maximiser la portée et l'impact.

Hypothèses

86-87. Pour que l'effet direct 4 du PSP puisse être atteint, les hypothèses suivantes doivent se concrétiser:

- Les institutions gouvernementales chargées d'assurer la protection sociale prennent les rênes des mesures axées sur le renforcement des systèmes.
- Le Gouvernement peut allouer ou exploiter des ressources suffisantes au profit de la protection sociale.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

87-88. Le PAM aidera le Gouvernement ghanéen en recherchant des solutions de financement innovantes et durables à l'appui du système de protection sociale du pays. Parallèlement, il favorisera la création de possibilités d'emploi pour renforcer l'autosuffisance des populations vulnérables et accroître les recettes publiques tirées des impôts sur les entreprises du secteur privé.

Effet direct 5 du plan stratégique de pays: Le Gouvernement et les autres acteurs s'acquittent de leur mission de manière efficace grâce à des partenariats efficaces et à des services à la demande rationalisés

88-89. Le PAM fournira des services à ses partenaires dans les domaines de l'administration (notamment pour les services de transport et les services communs), de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (y compris pour les achats et la logistique), des transferts de type monétaire, du suivi et de l'évaluation, de l'analyse des données et des solutions numériques. Ces services seront accessibles à la demande pour renforcer les capacités nationales et aider le Gouvernement ghanéen et les partenaires de l'action humanitaire et du développement.

Effet direct stratégique du PAM

89-90. L'effet direct 5 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 5 du PAM (Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces).

Domaine d'action privilégié

90-91. L'effet direct 5 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

Harmonisation avec les priorités nationales

91-92. L'effet direct 5 du PSP concorde avec le domaine de résultats 2 du Plan-cadre de coopération relatif à des services sociaux de base de qualité, accessibles, inclusifs et durables.

Produits escomptés

92-93. Le produit suivant contribuera à la réalisation de l'effet direct 5 du PSP:

- Produit 6.1: Le Gouvernement et les autres acteurs recourent à des services à la demande, concernant notamment la chaîne d'approvisionnement, l'administration et la gestion, la technologie, les transferts monétaires, le suivi et l'évaluation et l'analyse et les données, pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des interventions.

Activités essentielles

Activité 6: Fournir des services à la demande au Gouvernement et à d'autres acteurs pour renforcer l'efficacité, l'efficacité et la coordination dans le cadre de la mise en œuvre des interventions

93-94. Pour appuyer tout l'éventail d'activités de ses partenaires en matière d'aide humanitaire et de développement et en accroître l'utilité, le PAM mettra à leur service son savoir-faire dans des domaines spécifiques, au moyen de son catalogue de services à la demande. Ces efforts s'inscriront dans le droit fil de la réforme du système des Nations Unies pour le développement entreprise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et viendront étayer la proposition de valeur du PAM dans le contexte du développement.

Partenariats

94-95. La réalisation de l'effet direct 5 du PSP nécessitera de collaborer avec les entités suivantes:

- les prestataires de services financiers;
- les fournisseurs de biens et de services;
- les acteurs gouvernementaux et les partenaires de l'aide humanitaire et du développement.

Hypothèses

95-96. Pour que l'effet direct 5 du PSP et le produit 6.1 puissent être obtenus, l'hypothèse suivante doit se concrétiser:

- Le PAM conserve sa capacité à s'approvisionner en biens et en services auprès de fournisseurs fiables dans le cadre d'accords à long terme adaptables (et donc susceptibles de résister à des chocs à venir) et profitables à toutes les parties.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

96-97. Dans la mesure du possible et s'il y a lieu, le PAM adjoindra à la prestation de services une composante de renforcement des capacités destinée aux partenaires locaux.

4. Modalités

4.1 Analyse des bénéficiaires

97-98. Le PAM prévoit de porter assistance à 213 000 bénéficiaires directs. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, lorsque cela sera nécessaire, il viendra en aide aux réfugiés et aux communautés

d'accueil, notamment les personnes touchées par des chocs saisonniers et climatiques. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, il apportera un appui nutritionnel aux enfants ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes. Enfin, au titre de l'effet direct 3 du PSP, il assurera des transferts de type monétaire à l'intention des petits exploitants agricoles.

98.99. Au cours de la mise en œuvre du PSP, le PAM viendra aussi indirectement en aide à jusqu'à 12,4 millions de bénéficiaires dans le cadre de ses activités relatives à la protection sociale, aux systèmes alimentaires et à la nutrition. Au titre de l'effet direct 4 du PSP, ces bénéficiaires engloberont 3,8 millions d'enfants et les cuisiniers, les fournisseurs de repas et les communautés locales bénéficiant du programme de repas scolaires, 1,5 million de bénéficiaires du programme LEAP et 6,2 millions de Ghanéens vulnérables, inscrits dans le registre social national. Au titre de l'effet direct 3 du PSP, les initiatives lancées dans le cadre de l'appui technique apporté par le PAM au Service ghanéen de la santé et à d'autres parties prenantes nationales pour faire évoluer la société et les comportements profiteront à plus de 400 000 Ghanéens, tandis que 550 000 membres de la famille des acteurs des systèmes alimentaires recueilleront les fruits des initiatives menées par le PAM en matière de renforcement des capacités.

99.100. Le ciblage et la hiérarchisation par ordre de priorité des interventions à mener face aux crises et des activités axées sur le renforcement de la résilience reposeront sur des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'autres analyses complémentaires multidimensionnelles, comme l'analyse intégrée du contexte et le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, qui tiennent compte à la fois de la problématique femmes-hommes et des questions de protection.

4.2 Transferts

100.101. Le choix des modalités de transfert sera fonction du contexte opérationnel, d'études de faisabilité, portant notamment sur le marché, et des préférences des bénéficiaires. Le PAM apportera une assistance non assortie de conditions sous la forme de transferts de type monétaire ou de bons, voire les deux. L'égalité femmes-hommes, les risques liés à la protection et les bonnes pratiques susceptibles de renforcer la responsabilité à l'égard des populations touchées seront pris en compte.

101.102. La valeur des transferts sera déterminée sous l'angle des besoins essentiels comme a coutume de le faire le PAM et, de ce fait, l'analyse visant à combler le déficit en nutriments contribuera à l'adoption d'une dimension nutritionnelle. Le PAM surveillera de près les valeurs des transferts à la lumière des grandes tendances sur le marché et les adaptera si nécessaire pour atténuer les répercussions de taux d'inflation élevés.

102.103. Le bureau de pays procédera en priorité à des transferts monétaires sans restriction à la faveur de mécanismes qui facilitent l'inclusion financière.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

103.104. Le PAM maintiendra un bureau de pays à Accra et un bureau auxiliaire à Tamale, dans la région du Nord, où les besoins sont les plus importants. Le présent PSP prévoit l'ouverture à titre temporaire d'un bureau auxiliaire à Bolgatanga dans la région du Haut-Ghana oriental, pour aider les communautés touchées par l'afflux de réfugiés en provenance du Burkina Faso. Si à la lumière des évaluations qui seront conduites deux fois par an, il est estimé qu'une assistance n'est plus nécessaire, la responsabilité du contrôle opérationnel sera progressivement rendue au bureau de Tamale.

104.105. Dans le cadre de la planification stratégique des effectifs réalisée en 2022, le PAM a revu ses effectifs et les profils du personnel, et recruté de nouveaux membres du personnel dotés des compétences requises pour parvenir à concrétiser les effets directs définis dans le présent PSP, dont un responsable de la problématique femmes-hommes et de l'inclusion des jeunes.

4.4 Partenariats

105.106. Les partenariats avec des entités et des programmes gouvernementaux, notamment l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, la Commission nationale de la planification du développement, le Service ghanéen de la santé, le Ministère des affaires étrangères, le programme d'alimentation scolaire du Ghana et le Ministère de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, seront renforcés sur le plan technique et au niveau de la haute direction afin de faire du PAM un collaborateur privilégié. Le Ministère des finances restera un partenaire stratégique pour faire en sorte que le programme du PAM concorde avec les principales priorités du Gouvernement. Les relations avec les institutions financières internationales seront resserrées de façon à accroître la sensibilisation, le partage de l'information et la convergence des programmes; dans le même temps, les instituts de recherche et les établissements universitaires seront à la fois des collaborateurs techniques et des partenaires du savoir, et ils appuieront le rôle de catalyseur joué par le PAM vis-à-vis de la production de données factuelles.

106.107. Les partenariats établis avec des donateurs gouvernementaux seront maintenus et de nouvelles relations seront nouées. Quant aux partenariats conclus par le PAM avec des parties prenantes du secteur privé, ils lui permettront de diversifier son portefeuille de ressources et de pérenniser les effets de ses programmes grâce à l'adoption d'approches commerciales. Les partenariats constructifs établis avec des fondations amélioreront les atouts particuliers du PAM en sa qualité de catalyseur et les partenariats renforcés noués avec les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales favoriseront la pérennisation des résultats et la continuité des opérations en augmentant les moyens dont ces organisations disposent dans les domaines des mesures d'anticipation, de la préparation et de l'intervention, les activités étant éclairées par une évaluation approfondie des capacités à développer.

107.108. Le Plan-cadre de coopération établi pour 2023-2025, qui facilite la coordination et la coopération associées aux priorités du pays en matière de développement, éclairera les partenariats noués avec d'autres entités des Nations Unies dans le but de créer des synergies autour d'objectifs communs.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

108.109. Le PAM continuera de développer ses activités de suivi, d'évaluation, de recherche et d'apprentissage en adoptant une approche tenant compte de la problématique femmes-hommes qui prévoit de ventiler les données en fonction du sexe, de l'âge et du handicap. Pour améliorer l'élaboration des politiques et des programmes, il conviendra de mobiliser des ressources et des capacités supplémentaires, avec l'appui technique du bureau régional et du Siège.

109.110. Les activités de suivi menées au niveau des effets directs et des produits s'inspireront de la version révisée du Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2022-2025 et du cadre de suivi et d'évaluation conjoint du Plan-cadre de coopération, le but étant d'assurer l'harmonisation avec les priorités nationales et de mettre en lumière les contributions du PAM à la réalisation des ODD, en particulier les ODD 2 et 17. Le suivi des processus contribuera à élargir les possibilités d'apprentissage et il sera effectué au moyen de la boîte à outils harmonisée du PAM en matière de suivi. Les données de référence et les cibles seront définies compte tenu du Cadre de résultats institutionnels, des indicateurs du Plan-cadre de coopération et de l'environnement opérationnel, et le suivi de la performance et de l'obligation de rendre compte de l'action menée sera assuré au moyen de travaux d'évaluation et de recherche.

110.111. La collecte et le suivi des données seront effectués conjointement avec le Gouvernement, d'autres entités des Nations Unies et des partenaires du PAM. Ce dernier renforcera sa collaboration avec les établissements universitaires à l'aide de dispositifs de suivi effectué par des tiers, dans le cadre des mesures qu'il prend plus généralement pour renforcer les systèmes institutionnels dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM utilisera des outils et des méthodes institutionnels pour assurer le suivi de la prestation de son assistance technique au Gouvernement et à d'autres parties prenantes nationales. Il recourra aussi à des technologies innovantes pour renforcer les systèmes de suivi nationaux, comme il est indiqué dans son plan quinquennal de suivi et d'évaluation.

111.112. Le PAM aidera le Gouvernement, les établissements universitaires et ses partenaires de développement à donner plus d'envergure à l'utilisation des technologies de collecte et de communication des données en temps réel. Soucieux de renforcer encore sa responsabilité à l'égard des populations touchées, il élaborera un plan destiné à mobiliser les communautés et perfectionnera son mécanisme de réclamation et de remontée de l'information, en vue d'améliorer la communication, la gestion des dossiers, leur transmission aux échelons supérieurs et le règlement des différents cas de figure; cela s'appliquera également aux réclamations recueillies lors de la mise en œuvre des processus et des activités. Ces mesures sont conformes aux recommandations formulées à l'issue de l'évaluation du PSP précédent.

112.113. En 2027, le présent PSP fera l'objet d'une évaluation indépendante menée par le Bureau de l'évaluation du PAM en vue d'apprécier la performance du portefeuille de pays, l'objectif étant d'éclairer l'orientation stratégique des programmes à venir. Viendront compléter cette évaluation un examen à mi-parcours et deux évaluations décentralisées, dont la première, qui mettra l'accent sur le programme national d'alimentation scolaire, sera conduite en coopération avec le Gouvernement ghanéen, tandis que la seconde portera sur la prise en compte de la problématique femmes-hommes et l'inclusion financière numérique dans le cadre des interventions du PAM.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

113.114. Faute d'appui supplémentaire, le Gouvernement ghanéen pourrait ne pas avoir les moyens financiers d'intervenir efficacement en cas de crise ou de situation d'urgence de grande ampleur. Le PAM appuiera l'élaboration d'un plan de secours, d'une stratégie de mobilisation de ressources et d'un plan d'intervention rapide à la faveur des activités du Groupe de travail interinstitutions sur les situations d'urgence et du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest.

114.115. Les élections qui se tiendront en 2024 au Ghana pourraient déboucher sur l'accession au pouvoir d'un nouveau gouvernement qui aurait de nouvelles priorités. Le PAM continuera de toute façon de collaborer avec les acteurs de tout l'échiquier politique du pays.

115.116. Il se pourrait que le personnel ne dispose pas de toutes les compétences requises pour permettre au PAM de jouer le rôle de catalyseur qui devrait être le sien. Celui-ci continuera donc de renforcer les capacités des membres de son personnel à la faveur d'activités de perfectionnement; il tirera également parti des atouts particuliers de ses partenaires et, en dernier recours, il recrutera de nouveaux employés.

Risques opérationnels

116.117. Le PAM pourrait voir sa réputation mise en jeu si, malgré des ressources suffisantes, il ne parvient pas à obtenir de résultats dans les délais impartis. Pour atténuer ce risque, il mettra en place des processus solides en matière de planification et de suivi, et

conclura à l'avance des contrats ou des mémorandums d'accord avec des partenaires, des prestataires de services financiers, des détaillants, ainsi que des établissements universitaires et des instituts de recherche.

117.118. Il existe un risque que les interventions du PAM accroissent la probabilité que les femmes, les filles, les hommes et les garçons soient exposés à des violences sexistes ou soient victimes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles. Le PAM collaborera avec le réseau des Nations Unies chargé de prévenir l'exploitation, les atteintes et le harcèlement sexuels au Ghana pour organiser des séances de formation et de sensibilisation destinées à ses partenaires et aux membres de son personnel, et il renforcera les procédures dont il dispose pour s'attaquer aux cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Les membres des communautés touchées seront informés des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information mis en place par le PAM, et de la ferme volonté de celui-ci de s'attaquer aux problèmes liés à l'exploitation et aux abus. Les données tirées du mécanisme de réclamation et de remontée de l'information serviront à adapter au mieux les programmes. Environ 0,3 pour cent du budget prévu est destiné à la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels, notamment au renforcement des dispositifs de lutte contre ces agissements.

Risques fiduciaires

118.119. Le PAM a adopté des politiques solides de lutte contre la fraude et la corruption, et veille à ce que son personnel, ses partenaires et ses fournisseurs connaissent ces politiques et en respectent pleinement les dispositions. Il applique une politique de tolérance zéro à l'égard de l'inaction face à des cas de fraude ou de corruption.

Risques financiers

119.120. Le recul du pouvoir d'achat dû à l'inflation peut entraîner des manquements aux contrats, en particulier dans le cas de ceux concernant l'achat et la livraison de matériel importé, et pourrait retarder la mise en œuvre des programmes. En consultation avec les services d'achat du PAM, le bureau de pays prendra des mesures pour réduire les risques à cet égard, en recourant notamment davantage à des achats transfrontaliers.

5.3 Garanties sociales et environnementales

120.121. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le PAM s'efforcera, en partenariat avec le Gouvernement, de reproduire des initiatives innovantes en vue de parvenir à éliminer les déchets, tout en renforçant les capacités et en créant des possibilités d'emploi pour les jeunes et les femmes. Le PAM, la FAO et leurs partenaires encourageront l'utilisation d'intrants écologiquement viables, notamment des engrais et des semences conformes aux normes gouvernementales.

121.122. Le PAM veillera à ce que les bénéficiaires soient informés des méthodes écologiquement viables à disposition pour l'élimination des déchets générés par les distributions de vivres. Il collaborera en outre avec des détaillants pour promouvoir l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement en matière de conditionnement, de recyclage et d'élimination.

122.123. Pour que les changements climatiques aient un moindre effet sur les communautés, la formation consacrée aux bonnes pratiques agricoles englobera des techniques d'adaptation. Le PAM encouragera également l'adoption de dispositifs innovants de micro-irrigation et d'assurance des récoltes.

123.124. Pour faire appliquer le principe de responsabilité à l'égard des populations touchées, la stratégie de mobilisation des communautés qu'a élaborée le PAM sera adoptée pour veiller à la mise en œuvre de programmes de qualité adaptés aux besoins et aux priorités spécifiques des bénéficiaires, y compris les hommes, les femmes, les filles, les

garçons, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose.

124,125. En collaboration avec ses partenaires, le PAM s'emploiera à mettre en œuvre des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes afin de réduire les inégalités entre les sexes, et à aider les populations les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, à accéder aux possibilités offertes.

En mode révision

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)							
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2024	2025	2026	2027	2028	Total
1	1	2 118 825	1 967 770	1 517 203	1 523 676	1 520 608	8 648 083
	2	10 626 514	10 651 271	10 230 241	10 340 512	10 300 460	52 148 998
2	3	5 001 644	4 993 406	3 973 202	4 050 790	3 830 840	21 849 882
3	4	7 512 188	6 079 807	4 921 352	4 995 218	5 010 577	28 519 142
4	5	4 146 326	3 334 281	2 520 184	2 582 218	2 444 465	15 027 475
5	6	2 277 345	2 291 346	2 246 673	2 264 202	2 248 900	11 328 467
Total		31 682 842	29 317 882	25 408 856	25 756 616	25 355 850	137 522 046

125.126. Le budget total du PSP s'élève à 137,5 millions de dollars, dont 10,38 pour cent sont alloués à des initiatives visant à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes en vue de combler l'écart entre eux pour ce qui est de l'inclusion numérique et financière, des connaissances et des compétences, et à des interventions spécifiquement adaptées aux femmes, destinées à accroître leur productivité et leur bien-être. Par ailleurs, le PAM offrira des services à la demande comme indiqué dans le descriptif de l'effet direct 5 du PSP.

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

126.127. Le PSP pour 2019–2023 a disposé de ressources convenables et le PAM prévoit de consolider ses partenariats existants et d'en nouer de nouveaux pour renforcer son rôle de catalyseur. Dans cette optique, il veillera à collaborer avec divers partenaires habituels ou non et à œuvrer aux côtés du secteur privé pour mettre en place des modèles de financement innovants, dynamiques et durables.

127.128. Le PAM renforcera les activités de mobilisation de fonds et de sensibilisation qu'il mène conjointement avec le Gouvernement, d'autres entités des Nations Unies et des parties prenantes du secteur privé ayant des objectifs analogues. Il aura ainsi une plus grande marge de manœuvre pour exécuter des programmes conjoints, mais aussi pour changer d'orientation et réagir en cas de crise, afin de mettre les ressources disponibles au service du plus grand impact qui soit.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2024-2028)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise au Ghana (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) sont en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels (alimentaires, nutritionnels et autres) avant, pendant et après une crise

Effet direct stratégique 1 du PAM: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Tient
compte de
la nutrition

Hypothèses

Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable est signé; les partenariats avec le Gouvernement sont stables et le Plan-cadre de coopération suscite l'adhésion; les élections tenues en 2024 sont crédibles et la passation de pouvoir se déroule de manière pacifique; le Gouvernement continue de collaborer avec le PAM après les élections; les donateurs allouent des financements suffisants à l'appui des activités proposées.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques et d'instruments législatifs nouveaux ou adaptés contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été approuvés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

1. Travailler avec les différents acteurs aux niveaux national, institutionnel, communautaire et individuel au renforcement de leur capacité à améliorer l'analyse de l'alerte rapide fondée sur des éléments factuels et tenant compte de la problématique femmes-hommes, en vue d'éclairer les mesures d'anticipation, de préparation et de réduction des risques de catastrophe ainsi que les interventions en cas de crise, notamment les mécanismes de financement des risques de catastrophe tels que l'assurance climatique (1.1: Préparation aux situations d'urgence)

1.1. Les institutions nationales reçoivent une assistance technique et un appui en faveur de la cohérence des politiques, ce qui leur permet d'anticiper les crises, de s'y préparer et d'y faire face, y compris au moyen de systèmes d'alerte rapide (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard: 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1. Les institutions nationales reçoivent une assistance technique et un appui en faveur de la cohérence des politiques, ce qui leur permet d'anticiper les crises, de s'y préparer et d'y faire face, y compris au moyen de systèmes d'alerte rapide (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1. Les institutions nationales reçoivent une assistance technique et un appui en faveur de la cohérence des politiques, ce qui leur permet d'anticiper les crises, de s'y préparer et d'y faire face, y compris au moyen de systèmes d'alerte rapide (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

2. Apporter une assistance non assortie de conditions, notamment sous la forme d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, aux populations touchées par une crise (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

2.1. Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance non assortie de conditions pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard: 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

2.1. Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance non assortie de conditions pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard: 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

Cible 2 de l'ODD: Élimination de la malnutrition

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2028, l'alimentation des populations vulnérables sur le plan nutritionnel au Ghana, notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants, les personnes vivant avec un handicap et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, s'améliore

Effet direct stratégique 2 du PAM: Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Le Gouvernement appuie l'élaboration et la mise en œuvre des politiques; les institutions nationales prennent part à la production de données factuelles et à l'enrichissement des produits; la population ghanéenne souhaite bénéficier d'une meilleure nutrition; les acteurs des marchés locaux et des systèmes alimentaires sont disposés à produire et à fournir des aliments nutritifs; les ressources disponibles pour la mise en œuvre sont suffisantes.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Nombre de politiques et d'instruments législatifs nouveaux ou adaptés contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été approuvés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions requises qui bénéficie d'un programme de prévention nutritionnel (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

3. Promouvoir des politiques, des programmes et des initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements à dimension nutritionnelle aux niveaux national, local, institutionnel et individuel pour favoriser la mise en place d'un environnement qui aide la population du Ghana à adopter une alimentation et un mode de vie sains (1.3: Programme de prévention de la malnutrition)

3.1. Les ménages, notamment ceux comptant dans leurs rangs des personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont davantage de moyens, notamment économiques, pour améliorer leur alimentation, y compris des connaissances sur ce que signifie une bonne nutrition (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels)

3.1. Les ménages, notamment ceux comptant dans leurs rangs des personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont davantage de moyens, notamment économiques, pour améliorer leur alimentation, y compris des connaissances sur ce que signifie une bonne nutrition (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels)

3.2. Les institutions et les autorités nationales et locales, ainsi que les communautés, sont mieux à même d'instaurer un environnement propice grâce à l'appui accru apporté à l'élaboration et à l'adoption de politiques cohérentes relatives à l'accès à des aliments nutritifs et à leur consommation dans tout le Ghana (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

Cible 4 de l'ODD: Systèmes alimentaires durables

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2028, les systèmes alimentaires au Ghana, y compris les filières d'aliments nutritifs, sont inclusifs, permettent de disposer de moyens d'existence durables, répondent aux besoins essentiels de tous en nutriments, et sont plus résilients face aux chocs financiers, climatiques et géopolitiques qui se produisent à l'échelle locale ou mondiale, et aux perturbations qui secouent les filières

Effet direct stratégique 3 du PAM: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Le Gouvernement continue de collaborer avec le PAM après les élections de 2024; des ressources suffisantes sont mobilisées à l'appui des activités proposées; les capacités techniques nécessaires à la mise en œuvre des activités proposées sont disponibles dans le pays ou à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire; le secteur privé et d'autres parties prenantes nationales manifestent leur intérêt et sont aptes à collaborer et à apporter un appui aux activités; les jeunes s'intéressent à l'agriculture et aux filières connexes; les financements nécessaires sont mobilisés; la population ghanéenne souhaite voir son état nutritionnel s'améliorer; les politiques publiques sont efficacement mises en œuvre.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage moyen de pertes après récolte des petits exploitants agricoles pendant l'étape du stockage

Score évaluant l'avantage de l'adaptation aux changements climatiques

Score évaluant les capacités de résilience face aux changements climatiques

Score des services climatologiques

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire

Indice de capacité d'investissement

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques et d'instruments législatifs nouveaux ou adaptés contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été approuvés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de regroupements de producteurs appuyés par le PAM

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Valeur des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

4. Collaborer avec les acteurs nationaux afin de mettre à leur disposition de manière équitable des connaissances, des compétences, des outils, des instruments d'atténuation des risques et des liens qui leur permettront de renforcer les systèmes alimentaires et les filières agroalimentaires, en fonction de la demande et dans le droit fil des priorités nationales (1.8: Programmes d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

4.1. Les acteurs des systèmes alimentaires disposent de connaissances, de compétences et d'outils améliorés ainsi que d'un accès accru aux possibilités d'emploi, à d'autres services d'appui (intrants, mécanisation, irrigation, dématérialisation, information) et à des marchés structurés, ce qui leur permet d'améliorer leurs moyens d'existence, leur nutrition et leurs revenus de manière intelligente face au climat (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.1. Les acteurs des systèmes alimentaires disposent de connaissances, de compétences et d'outils améliorés ainsi que d'un accès accru aux possibilités d'emploi, à d'autres services d'appui (intrants, mécanisation, irrigation, dématérialisation, information) et à des marchés structurés, ce qui leur permet d'améliorer leurs moyens d'existence, leur nutrition et leurs revenus de manière intelligente face au climat (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.1. Les acteurs des systèmes alimentaires disposent de connaissances, de compétences et d'outils améliorés ainsi que d'un accès accru aux possibilités d'emploi, à d'autres services d'appui (intrants, mécanisation, irrigation, dématérialisation, information) et à des marchés structurés, ce qui leur permet d'améliorer leurs moyens d'existence, leur nutrition et leurs revenus de manière intelligente face au climat (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.2. Les institutions nationales et locales, ainsi que les communautés, disposent de capacités renforcées pour instaurer un environnement propice à des systèmes alimentaires résilients, y compris s'agissant d'appuyer la cohérence des politiques, et améliorer ainsi les résultats obtenus sur le plan de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'environnement (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.3. Les ménages, ainsi que les communautés et les personnes vulnérables, notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes handicapées, les enfants et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, peuvent accéder de façon équitable aux actifs productifs, aux compétences et aux connaissances et en disposer à leur guise, ce qui leur permet d'améliorer leurs revenus et leur alimentation (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

4.3. Les ménages, ainsi que les communautés et les personnes vulnérables, notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes handicapées, les enfants et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, peuvent accéder de façon équitable aux actifs productifs, aux compétences et aux connaissances et en disposer à leur guise, ce qui leur permet d'améliorer leurs revenus et leur alimentation (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

4.4. Les acteurs des filières des systèmes alimentaires, notamment les petits exploitants, ont accès à une agriculture climatiquement rationnelle et à un financement de la gestion des risques climatiques, et sont en mesure d'améliorer leur productivité et leur résilience face aux chocs climatiques (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.4. Les acteurs des filières des systèmes alimentaires, notamment les petits exploitants, ont accès à une agriculture climatiquement rationnelle et à un financement de la gestion des risques climatiques, et sont en mesure d'améliorer leur productivité et leur résilience face aux chocs climatiques (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 9 de l'ODD: Renforcement des capacités

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2028, le système de protection sociale du Ghana est propre à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes, revêt une dimension nutritionnelle, est réactif face aux chocs et est inclusif, et il vient en aide de manière plus efficiente et plus efficace aux bénéficiaires ciblés

Effet direct stratégique 4 du PAM: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Le Gouvernement continue de collaborer avec le PAM après les élections de 2024; l'administration centrale continue de jouer un rôle moteur important dans le domaine de la protection sociale; la société civile est durablement associée au suivi et à l'assurance qualité; des ressources suffisantes sont durablement mobilisées à l'appui des activités prévues.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Nombre de politiques et d'instruments législatifs nouveaux ou adaptés contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été approuvés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de personnes couvertes (bénéficiaires indirects du PAM) par les systèmes ou programmes nationaux de protection sociale auxquels le PAM a apporté un appui technique

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

5. Collaborer avec les acteurs concernés pour renforcer les capacités aux niveaux national, communautaire et individuel, et contribuer à instaurer un environnement qui favorise la cohérence des politiques et l'efficacité dans la mise en œuvre de systèmes nationaux de protection sociale équitables et inclusifs, notamment le programme d'alimentation scolaire du Ghana (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

5.1. Les systèmes nationaux de protection sociale sont renforcés grâce à des activités de plaidoyer en faveur de l'allocation d'un financement durable, provenant de sources habituelles ou autres comme le secteur privé, bénéficiant du fait que l'élaboration des politiques et des mesures de préparation aux situations d'urgence et de planification ainsi que la conception, le ciblage et l'exécution des programmes reposent sur des données factuelles, et contribuent à l'amélioration de l'approche intégrée à dimension nutritionnelle et réactive face aux chocs qui est suivie (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

5.2. Dans le cadre d'un système de protection sociale élargi, le programme national d'alimentation scolaire est renforcé de manière à resserrer les liens avec les exploitants locaux, notamment les agricultrices et les communautés, et à améliorer l'alimentation des enfants et partant, leurs résultats scolaires (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

5.3. Les membres des ménages qui bénéficient de services et de prestations de protection sociale à dimension nutritionnelle, y compris les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les jeunes, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose, jouissent d'une inclusion financière accrue et disposent de connaissances et de compétences adaptées au contexte qui leur permettent d'accéder à des possibilités d'emploi axées sur la demande et à d'autres moyens d'existence productifs (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

Cible 3 de l'ODD: Diversification des ressources

Effet direct 5 du plan stratégique de pays: Le Gouvernement et les autres acteurs s'acquittent de leur mission de manière efficiente grâce à des partenariats efficaces et à des services à la demande rationalisés

Effet direct stratégique 5 du PAM: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Le PAM demeure un partenaire de choix du fait de la qualité élevée des services dont il assure la prestation; les parties prenantes nationales connaissent les services à la demande proposés par le PAM et s'y intéressent; le PAM est en mesure de se procurer des biens et des services auprès de fournisseurs de confiance dans le cadre d'accords à long terme qui sont souples et mutuellement avantageux.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

Activités et produits

6. Fournir des services à la demande au Gouvernement et à d'autres acteurs pour renforcer l'efficience, l'efficacité et la coordination dans le cadre de la mise en œuvre des interventions (2.4: Services à la demande)

6.1. Le Gouvernement et les autres acteurs recourent à des services à la demande, concernant notamment la chaîne d'approvisionnement, l'administration et la gestion, la technologie, les transferts monétaires, le suivi et l'évaluation et l'analyse et les données, pour améliorer l'efficience et l'efficacité des interventions (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard: 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Le bureau de pays dispose d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.2.6: Pourcentage de partenaires coopérants du PAM inscrits sur le Portail des partenaires des Nations Unies, qui ont été évalués dans le cadre de l'évaluation des capacités des partenaires d'exécution des Nations Unies en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition

Indicateurs transversaux

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

ODD 2: Faim zéro**CC.1. Protection****Indicateurs transversaux**

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle**Indicateurs transversaux**

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Le bureau de pays dispose d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.2.6: Pourcentage de partenaires coopérants du PAM inscrits sur le Portail des partenaires des Nations Unies, qui ont été évalués dans le cadre de l'évaluation des capacités des partenaires d'exécution des Nations Unies en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition

Indicateurs transversaux

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

ANNEXE II

BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)									
Effet direct du plan stratégique de pays	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	2024	2025	2026	2027	2028	Total
1	2.1	2	Filles	11 400	11 400	11 400	11 400	11 400	20 520
			Garçons	11 650	11 650	11 650	11 650	11 650	20 970
			Femmes	13 950	13 950	13 950	13 950	13 950	25 110
			Hommes	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	23 400
			Total	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	90 000
2	3.1	3	Filles	2 501	1 786	1 250	894	0	3 751
			Garçons	1 499	1 071	750	535	0	2 249
			Femmes	3 000	2 143	1 500	1 071	0	4 500
			Hommes	0	0	0	0	0	0
			Total	7 000	5 000	3 500	2 500	0	10 500
3	4.1	4	Filles	19 950	5 700	0	0	0	25 650
			Garçons	20 389	5 825	0	0	0	26 214
			Femmes	24 323	6 950	0	0	0	31 273
			Hommes	22 838	6 525	0	0	0	29 363
			Total	87 500	25 000	0	0	0	112 500
Total (hors chevauchement)				144 500	80 000	53 500	52 500	50 000	213 000

Note: Filles (de 0 à 17 ans); garçons (de 0 à 17 ans); femmes (18 ans et plus); hommes (18 ans et plus).

ANNEXE III

VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ						
	Effet direct 1 du plan stratégique de pays		Effet direct 2 du plan stratégique de pays			Effet direct 3 du plan stratégique de pays
	Activité 2		Activité 3			Activité 4
Type de bénéficiaires	Intervention face à une crise (comprend les réfugiés)	Intervention face à une crise (saisonnnière)	Adolescentes	Enfants (de 6 à 23 mois)	Femmes enceintes ou allaitantes	Petits exploitants agricoles
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Bons-valeur	Bons-valeur	Bons-valeur	Transferts de type monétaire
Espèces	0,35	0,35	0,58	0,21	0,67	0,35
Espèces (complément nutritionnel): adolescentes	0,58	0,58				
Enfants	0,21	0,21				
Filles et femmes enceintes ou allaitantes	0,67	0,67				
Personnes vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose	0,46	0,46	0,46			0,46
Personnes handicapées	0,46	0,46	0,46			0,46
Nombre de jours d'alimentation par an	360	180	180	180	180	90

Note: la valeur des transferts dans le cas des espèces a été établie à la lumière de l'analyse du panier de dépenses minimum; dans le cas des espèces constituant le complément nutritionnel, le montant a été calculé compte tenu de l'analyse visant à combler le déficit en nutriments.

ANNEXE IV

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	0	0
Légumes secs	0	0
Huile et matières grasses	0	0
Aliments composés et mélanges	0	0
Autres	0	0
Total (produits alimentaires)	0	0
Transferts de type monétaire		43 541 518
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	0	43 541 518

ANNEXE V

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>)						
	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 2 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 4 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Cible 3 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 5 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	Effet direct 5 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	47 748 787	15 284 218	19 706 583	11 260 383	10 000 000	103 999 971
Mise en œuvre	4 297 488	3 415 848	4 703 244	1 600 073	328 978	14 345 632
Coûts d'appui directs ajustés	5 040 186	1 816 254	2 368 710	1 249 849	999 488	11 474 488
Total partiel	57 086 461	20 516 321	26 778 537	14 110 305	11 328 467	129 820 090
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	3 710 620	1 333 561	1 740 605	917 170	0	7 701 956
Total	60 797 081	21 849 882	28 519 142	15 027 475	11 328 467	137 522 046

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
LEAP	programme de lutte contre la pauvreté par la promotion des moyens d'existence
ODD	objectif de développement durable
PSP	plan stratégique de pays
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

En mode révision